

David Harvey

Chroniques anticapitalistes

TRADUIT DE L'ANGLAIS
PAR LAURENT BURY

ÉDITIONS ZULMA
Paris • Veules-les-Roses

Titre original :
THE ANTICAPITALIST CHRONICLES

© David Harvey, 2020.
First published by Pluto Press, London.
www.plutobooks.com
© Zulma, 2023, pour la traduction française.

Couverture : David Pearson

www.zulma.fr

Sommaire

<i>Note de l'auteur</i>	9
1. Instabilité planétaire	11
2. Brève histoire du néolibéralisme	29
3. Contradictions du néolibéralisme	39
4. La financiarisation du pouvoir	49
5. Le virage autoritaire	61
6. Socialisme et liberté	75
7. La dimension de la Chine dans l'économie mondiale	87
8. Géopolitique du capitalisme	105
9. Le syndrome de la croissance	133
10. L'érosion des choix du consommateur	145
11. L'accumulation primitive ou initiale	155
12. L'accumulation par dépossession	165
13. Production et réalisation	175

14. Les émissions de dioxyde de carbone et le changement climatique	185
15. Taux et masse de plus-value	195
16. L'aliénation	207
17. L'aliénation au travail : politique d'une fermeture d'usine	225
18. La politique anticapitaliste au temps du Covid-19	237
19. Réponse collective à un dilemme collectif	251
<i>Postface par Jordan T. Camp</i>	267
<i>Bibliographie</i>	277
<i>Index</i>	283

Note de l'auteur

L'idée des podcasts réunis ici sous le titre *Chroniques anti-capitalistes* est née de discussions avec le média Democracy at Work en novembre 2018. Je remercie Rick Wolff d'avoir lancé l'idée et fourni l'infrastructure nécessaire pour que ces podcasts soient mis en ligne. Je remercie aussi Maria Carnemolla-Mania qui a piloté toute la série, ainsi que Bryan Isom pour son investissement dans l'enregistrement et la préparation à la diffusion. J'ai été un peu surpris quand Jordan T. Camp et Chris Caruso m'ont proposé de concevoir une version publiable de ces *Chroniques*, par l'intermédiaire de Pluto Press. Je n'étais pas forcément convaincu de l'utilité du projet, mais aujourd'hui j'en suis persuadé, ne serait-ce qu'à des fins pédagogiques, compte tenu des circonstances politiques actuelles. En tout cas, je suis ravi d'avoir soutenu les initiatives du People's Forum récemment créé à New York, en transférant ma bibliothèque et une partie de mes obligations d'enseignement vers la sphère publique avec l'aide du Forum. Et je suis heureux d'avoir contribué au lancement de la collection Red Letter. Je n'avais pas de plan prédéfini en tête quand j'ai entamé cette série de podcasts. Je me fiais à l'actualité et à l'évolution de mes propres centres d'intérêt ainsi qu'à ceux de mes collègues et amis pour dicter le cours de mes

réflexions. Mais les interventions judicieuses de Jordan et de Chris et les suggestions de l'équipe éditoriale ont permis de donner forme au projet. Enfin, je mesure toute l'aide que m'a apportée Chris Caruso au fil des années, en introduisant la perspective marxiste de totalité dans la stratégie anticapitaliste. Notre époque est pleine de dangers mais aussi propice à l'exploration de nouvelles possibilités.

1

Instabilité planétaire

La flambée inouïe des luttes politiques à travers le monde à l'automne 2019 – de Santiago à Hongkong en passant par Beyrouth, Bagdad, Téhéran, Paris, Quito, l'Inde, l'Algérie, le Soudan et bien au-delà – révèle un dysfonctionnement chronique global. On peut en partie imputer ces problèmes aux défaillances de la gouvernance démocratique et à une aliénation générale des pratiques politiques dominantes. Autre reproche courant, l'échec du modèle économique dominant censé nous assurer un emploi et des revenus suffisants, de la nourriture dans notre assiette, des vêtements sur le dos, des chaussures aux pieds, un téléphone sous la main et une voiture dans le garage, tout en fournissant une gamme de services publics (santé, éducation, logement et transports) qui garantissent une qualité de vie raisonnablement satisfaisante.

Les événements récents au Chili semblent emblématiques non seulement de la nature des problèmes mais aussi des moyens habituels pour les résoudre politiquement. Je m'intéresse depuis longtemps au Chili parce qu'il fait partie des instigateurs du tournant néolibéral en 1973, quand le général Pinochet délogea le président socialiste démocratiquement élu Salvador Allende par un coup d'État militaire et

institua les Chicago Boys, le groupe d'économistes qui imposa le modèle économique néolibéral dans le pays. Dans une interview accordée au *Financial Times* début octobre 2019, le président Piñera, homme d'affaires conservateur, décrivait le Chili comme une « oasis » de croissance saine, dotée d'une économie forte avec d'excellents indicateurs. Le Chili, affirmait-il, est en pleine forme et constitue un modèle pour le reste de l'Amérique latine. Trois semaines plus tard, les médias faisaient état d'un vaste soulèvement à travers tout le pays. À l'origine de la crise, l'augmentation du prix du ticket de métro. Les lycéens descendirent dans la rue (tout comme en 2006). Piñera, confortablement installé dans un restaurant de luxe, jura de mater la horde sans foi ni loi des fauteurs de troubles : une invitation tacite à la police à passer à l'action et à réprimer violemment le mouvement contestataire. La police ne se fit pas prier. Beaucoup de gens rejoignirent alors les manifestations contre les forces de l'ordre. Des stations de métro et trois églises furent incendiées, des supermarchés pillés. L'état d'urgence fut déclaré. On fit appel à l'armée, et bientôt, plusieurs millions de citoyens indignés se mirent à protester pacifiquement contre tout, y compris contre la présence militaire (du jamais-vu depuis l'époque de la dictature). Piñera mit du temps avant de reconnaître qu'il fallait écouter et agir en conséquence. Il revalorisa les retraites et les prestations de la sécurité sociale, et augmenta le salaire minimum. Il leva l'état d'urgence et demanda aux forces de police de se retirer. C'est alors qu'émergea le vœu d'une nouvelle Constitution. La Constitution néolibérale en vigueur, rédigée pendant la dictature militaire, imposait la privatisation, entre autres, des systèmes de retraite, de santé, d'éducation. Il fut finalement décidé que la Constitution avait besoin d'être révisée. Un référendum sur ce changement fut programmé

en avril 2020 (et reporté en raison du Covid-19). Une paix précaire s'installa dans le pays.

Le Chili n'est pas un cas isolé. Il s'est passé à peu près la même chose en Équateur auparavant. Le Fonds monétaire international (FMI) a imposé un ajustement structurel au pays, qui signifiait de nouvelles taxes et la suppression des subventions sur les carburants. Cela provoqua des protestations massives. Les populations indigènes déjà en marche défilèrent dans Quito, la capitale (faisant écho aux années 1990 et aux manifestations qui avaient porté le socialiste Rafael Correa au pouvoir). Le soulèvement menaçait de prendre une telle ampleur que le gouvernement se réfugia à Guayaquil, laissant Quito aux mains des manifestants. Le président Moreno – Lenín de son prénom – finit par annuler le plan d'ajustement du FMI et revint négocier à Quito.

À l'automne 2019, le Chili et l'Équateur sont en pleine tourmente. Dans un tout autre genre, la Bolivie est aussi en difficulté. Le président Evo Morales est accusé par les puissantes forces de droite, soutenues par des manifestations commanditées, d'avoir manipulé les résultats des élections en sa faveur. Sur l'« insistance » de l'armée, lui et les membres de son gouvernement fuient le pays pour demander l'asile à l'étranger. Des mouvements de masse occupent la rue et les groupes rivaux s'affrontent. La Bolivie plonge dans le chaos en attendant de nouvelles élections en juin 2020 (qui ont été repoussées), bien que Morales n'ait pas obtenu le droit de se représenter (tout comme Lula au Brésil avant l'élection de Bolsonaro).

De l'autre côté de la planète, le Liban est également en ébullition. Frustrée, la jeunesse est descendue dans la rue à plusieurs reprises pour protester contre le gouvernement. La même chose s'est produite à Bagdad, en Irak, mais là,

200 à 300 personnes ont été tuées lors des manifestations, issues pour la plupart des quartiers pauvres et défavorisés de la capitale, délaissés pendant des années par la classe politique. Un phénomène comparable s'est déroulé à Téhéran. Et en France, le mouvement des Gilets jaunes se poursuit (malgré une mobilisation moins intense) depuis plus d'un an et s'est récemment mêlé aux manifs contre la réforme des retraites qui ont paralysé Paris et d'autres grandes villes pendant plusieurs jours.

Les contestations populaires et citoyennes éclatent partout. Si nous pouvions observer la Terre depuis un vaisseau spatial, et voir tous les lieux de protestation clignoter, nous en concluons sans doute que le monde entier est en plein tumulte. Une vague d'agitation sociale a également déferlé. Aux États-Unis, par exemple, les grèves des enseignants (souvent spontanées) se sont démultipliées ces dernières années dans les endroits les plus improbables, atteignant leur apogée à Chicago en septembre 2019. Des grèves massives ont eu lieu au Bangladesh et en Inde, sans oublier les importantes mobilisations ouvrières (bien que difficiles à localiser et à suivre) en Chine.

Alors, pourquoi toutes ces contestations ? Ont-elles quelque chose en commun ? Chaque cas présente une série de préoccupations spécifiques. Le point commun, semble-t-il, c'est le constat que l'économie ne tient pas ses promesses envers les masses et que le processus politique est biaisé en faveur des ultra-riches. Il fonctionne sans doute pour 1 % ou 10 % de la société, mais pas pour les masses qui en prennent conscience, descendent dans la rue pour protester et clamer que ce modèle politico-économique ne répond pas à nos besoins fondamentaux.

Au Chili, 1 % de la population détient environ un tiers de la

richesse. Le problème est le même presque partout. La hausse des inégalités semble en être l'origine, et ce ne sont donc pas seulement les classes populaires, mais aussi les classes moyennes qui souffrent. Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans l'économie ? Dans deux ou trois cas au moins, à Téhéran, en Équateur et au Chili, le facteur déclencheur des soulèvements est identique : l'augmentation du prix du carburant et du coût des transports. Pour la plupart des gens, se déplacer en ville est vital, et les frais de déplacement cruciaux. S'ils deviennent trop chers, les populations à faible revenu, en particulier, sont très durement touchées. D'où la réactivité aux augmentations du coût des transports et du carburant.

Ce qui est intéressant, c'est l'évolution du facteur déclencheur qui finit par se généraliser et devenir systémique. Au départ, les revendications peuvent concerner le prix des transports et de la nourriture, et dans certains cas, le manque d'accès aux services urbains et à un logement abordable décent. C'est la base économique préalable. Mais les contestations en restent rarement là. Elles prolifèrent et se généralisent très vite. Il y a deux manières d'envisager les choses. La première consiste à imputer les problèmes à une forme spécifique d'accumulation du capital, comme le néolibéralisme. Le problème, ce n'est pas le capitalisme, mais sa forme néolibérale. Même dans le secteur privé, certains sont prêts à en convenir et à envisager des réformes. Récemment, de grands groupes d'entreprises ont reconnu s'être beaucoup trop focalisés sur l'efficacité et la rentabilité, et qu'il était désormais nécessaire de s'attaquer aux conséquences sociales et environnementales de leurs actions. Autrement dit, le modèle néolibéral nous a conduits là où nous en sommes, nous en avons ras-le-bol et nous devrions passer à une vision élargie de tout ce qui concerne l'accumulation du capital.

Nous avons besoin d'une forme socialement plus responsable et plus équitable de « capitalisme conscient », comme on dit. Et l'un des thèmes récurrents dans les manifestations, c'est la lutte contre les inégalités croissantes, auxquelles il faut aussi remédier, on l'admet. C'est bien la forme néolibérale du capital qui pose problème.

Au Chili, cet argument est sans équivoque, car si les contestations et la violence se sont estompées, c'est parce que le président et le Congrès ont décidé collectivement d'organiser un référendum pour déterminer la meilleure façon d'élaborer une nouvelle Constitution qui viendrait remplacer la Constitution néolibérale.

Bien que la forme néolibérale du capitalisme ait de gros défauts qui méritent d'être corrigés, je ne pense pas, pour ma part, que le néolibéralisme soit le principal problème. Il y a, par exemple, certaines régions du monde qui ne sont pas dominées par le capitalisme néolibéral, et où le modèle économique ne fonctionne pas non plus pour la masse de la population. Le problème, en somme, c'est le capitalisme et non sa version néolibérale spécifique. Nous sommes en train, je pense, de prendre conscience que c'est sans doute là le problème sous-jacent.

La vague actuelle de contestation n'a rien de nouveau. Au cours des trente dernières années, nous avons assisté à de nombreux mouvements protestataires, dont beaucoup dénonçaient la dégradation de la qualité de vie, dans les zones urbaines en particulier, mais pas uniquement. Au-delà des manifestations ouvrières, la plupart des véritables mouvements de masse sont urbains, ils évoluent selon une logique différente et avec une composition sociale et de classe différente de celles des luttes prolétariennes auxquelles sont traditionnellement rattachées la lutte et les théories anticapitalistes.

En 2013, en Turquie, par exemple, il y a eu une manifestation contre le projet visant à remplacer le parc Gezi, en plein cœur d'Istanbul, par un centre commercial. Le cours des événements, comme d'habitude, était prévisible. Sur ordre du président Erdoğan, la police s'en est violemment prise aux manifestants. De plus en plus de gens sont sortis pour protester contre les violences policières, et en un rien de temps, les manifestations de masse ont envahi non seulement Istanbul, mais toutes les grandes villes de Turquie. S'ensuivit une longue période de grands rassemblements à travers le pays contre l'absence de consultation publique et de gouvernance démocratique, dont les effets persistent encore aujourd'hui.

La même chose s'est produite au Brésil quelques semaines plus tard. L'augmentation du ticket de bus a déclenché des manifestations étudiantes à São Paulo. Sur ordre du gouverneur de cet État (et non du maire de la ville), la police a écrasé le mouvement de protestation dans un déchaînement de violence qui a aussitôt entraîné une vague populaire généralisée en soutien aux étudiants (en partie organisée par les anarchistes du black bloc). Très vite les manifestations se sont répandues comme une traînée de poudre dans une centaine de villes du Brésil. Jour et nuit, d'immenses rassemblements se sont tenus à Rio. Les revendications allaient bien au-delà de la question du prix des transports. La colère populaire, face aux sommes astronomiques dépensées pour construire les stades de la Coupe du monde et des Jeux olympiques – avec toute la corruption que ça implique –, a décuplé le nombre des manifestants. Ce n'est pas que les Brésiliens n'aiment plus le foot, ce qu'ils n'aiment pas, c'est la façon dont on a dépensé tant d'argent dans ces infrastructures alors qu'il n'y en a pas pour les hôpitaux, les écoles et tout ce qui serait nécessaire pour améliorer la qualité de vie.

Des mobilisations de masse comme celles-là, il en existe toute une série aujourd'hui. En général, elles ne durent pas très longtemps. La plupart adviennent sans crier gare, puis ça se calme, les gens oublient, et elles refont irruption. En trente ans, les mobilisations de masse à répétition se sont démultipliées. Tout a sans doute commencé quand le mouvement antimondialisation a fortement perturbé le sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle. De façon aussi soudaine qu'inattendue, aux yeux des autorités, des gens de tous horizons ont investi les rues de Seattle pour protester. Les délégués de la conférence de l'OMC ne pouvaient pas se rendre aux assemblées. En a découlé toute une période où chaque sommet du G20, du G8, du FMI ou de la Banque mondiale était encerclé par les contestataires. Et puis il y a eu Occupy Wall Street en 2011 et toutes sortes de mouvements similaires à travers le monde. Nous n'avons pas cessé d'assister à des mouvements de masse de ce type, et dans la plupart des cas, ils ont eu un véritable effet de contagion. Les contestations dans une région donnée inspirent des contestations dans de tout autres régions du monde.

Mais aucun de ces mouvements n'a perduré, même s'ils reviennent périodiquement. Ils ont souvent aussi été très fragmentés. Des groupes divers participent à ces mobilisations de masse, mais ils se coordonnent rarement entre eux, malgré leurs intérêts communs. Cela dit, c'est peut-être en train de changer. Le Liban, par exemple, a longtemps été déchiré par les conflits et la guerre civile, en grande partie menée par les groupes religieux rivaux. Mais aujourd'hui, en 2019, pour la première fois depuis de très nombreuses années, toutes ces factions se sont rassemblées (en particulier les jeunes qui n'avaient aucune perspective économique) pour protester contre la gouvernance kleptocratique, auto-

cratique et oligarchique en vigueur et contre l'absence totale d'opportunités économiques, pour la jeune génération surtout. Autrement dit, tout le monde s'est accordé, quelle que soit son appartenance religieuse, pour dire que le modèle politico-économique ne fonctionnait pas, qu'il en fallait un radicalement différent, et que quelque chose d'autre devait être imaginé entre les diverses factions religieuses. Pour la première fois, les forces d'opposition se sont réunies et ont engagé un dialogue pour dénoncer le modèle politico-économique et exiger la création d'une alternative (dont la nature est malgré tout restée obscure).

J'ai été témoin d'une expérience assez semblable au Brésil, après l'élection de Bolsonaro à la tête d'un gouvernement d'extrême droite, autoritaire et chrétien évangélique, quoique partisan de la néolibéralisation. Il y a dans le pays plusieurs partis d'opposition de gauche. Le Parti des travailleurs, le plus important, a d'ailleurs été au pouvoir auparavant. Mais la gauche est aussi divisée en d'autres partis qui ont une certaine représentation politique. Chaque parti dispose de son propre *think tank* financé par l'État. Dès qu'un parti est représenté au Parlement, il touche des fonds pour créer son *think tank*, un groupe chargé de recherches politiques. Il existe six partis de gauche, qui par le passé communiquaient assez mal entre eux. Ils se sont même souvent violemment opposés les uns aux autres. Mais quand je suis allé au Brésil au printemps 2019, les six partis s'étaient réunis pour organiser une semaine de réflexion sur la situation politique. À la fin de la semaine, tous les leaders politiques se sont retrouvés au cours d'un rassemblement de masse. Ils ont prononcé des discours ensemble, se sont donné l'accolade sur la tribune, offrant soudain la vision d'une gauche qui pourrait travailler unie comme jamais auparavant. C'est la même chose, semble-t-il, au Chili.

Divers partis de gauche se sont bel et bien réunis pour discuter ensemble du projet d'une nouvelle Constitution.

Le brusque virage à droite des politiques à travers le monde semble donc inspirer un *ethos* plus collaboratif à gauche. Cette fois-ci, les choses se passeront peut-être différemment. Les récentes mobilisations pourraient s'institutionnaliser, s'organiser pour durer. Il y a une énorme différence entre mobilisation et organisation. Ces trente dernières années, nous avons pu constater une incroyable capacité de mobilisation, quasi instantanée, en partie grâce aux médias sociaux, bien sûr. Même aux États-Unis, on a assisté à l'essor des Marches des femmes, des manifestations pour les droits des immigrés, de Black Lives Matter, #MeToo, etc. La mobilisation a été spectaculaire, mais l'organisation à long terme semble faire défaut. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui est peut-être le début du rassemblement de tous ceux qui pensent que quelque chose déraile dans le modèle économique dominant, qui doit être radicalement transformé afin de garantir aux populations la santé, le bien-être, une bonne éducation, de bonnes retraites et tout le reste, au lieu d'assurer une forte croissance économique et de fortes retombées financières aux 1% ou 10% les plus riches.

J'ai tenté de réfléchir à ce que cela pourrait signifier : y a-t-il une contradiction majeure dans le fonctionnement actuel du capital, à laquelle il faut remédier, et si oui, quelle est-elle ? De toute évidence, la gravité des inégalités sociales est un problème. Presque tous les pays du monde ont connu une hausse des inégalités au cours des trente dernières années. Beaucoup de gens pensent que la situation est allée trop loin, et qu'il faut donc tenter de revenir à plus de justice sociale dans la société en offrant de meilleurs biens et services publics aux populations. C'est un premier point.

Le second point concerne le problème du réchauffement climatique et, plus généralement, de la dégradation de l'environnement. Nous savons que le changement climatique a atteint un point où une réaction collective s'impose. Cela devient de plus en plus clair pour un nombre croissant de personnes à travers le monde. Le graphique des taux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère au cours des 800 000 dernières années établi par la National Oceanic and Atmospheric Administration aux États-Unis a été amplement diffusé et ses enjeux politiques ont été largement débattus. De graves problèmes, apparemment insolubles, d'inégalités sociales et de dégradation environnementale existent. Pourtant il y a d'autres raisons de considérer que le capital devient non seulement de plus en plus déraisonnable et injuste dans son processus évolutif, mais aussi barbare, voire suicidaire. Si c'est le cas, il faut remplacer le capital par un autre ordre économique. De même que Marx s'indignait des conditions de travail qui prévalaient alors dans les usines en Grande-Bretagne (telles que révélées par Engels et les rapports des inspecteurs qualifiés), et qu'il jugeait inhumaines et totalement inacceptables, de même devrions-nous considérer les conditions actuelles au Bangladesh ou en Chine, et en conclure que « ce n'est pas de cette façon qu'un monde civilisé devrait organiser sa production ». Mais pourquoi le capital continue-t-il ainsi, alors que la technologie permet de procéder autrement ?

Vient désormais s'ajouter un autre facteur, dont Marx ne parlait pas, mais devenu crucial. Le capital porte toujours sur la croissance : il le doit puisqu'il est animé par la quête du profit. Une économie capitaliste saine est une économie où tout le monde réalise des bénéfices, c'est-à-dire qu'il y a plus de valeur à la fin de la journée qu'au début. La valeur ajoutée à la fin de la journée, du fait des « lois coercitives » de la concur-

rence, sert ensuite à créer plus de valeur. La croissance capitaliste est une croissance composée. Et la croissance composée est désormais le problème. La taille de l'économie mondiale double environ tous les vingt-cinq ans.

À l'époque de Marx, doubler l'économie en un quart de siècle ne posait pas vraiment de problème, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'économie de 4 000 milliards de dollars qui existait en 1950 est passée à 40 000 milliards en 2000, et à 80 000 milliards à présent (en dollars constants de 1990). Si ça continue, comme le suggère la dynamique du capital, nous aurons affaire à une économie de 160 000 milliards en 2050, de 320 000 milliards en 2075 et de 640 000 milliards à la fin du siècle. Tel est l'effet de la croissance composée. Elle défie toutes les barrières et les limites, même si elle semble postuler l'impossibilité de réaliser sa spirale de croissance infinie.

Marx citait Richard Price, auteur en 1772 d'un pamphlet sur l'intérêt composé. Price a calculé que si vous aviez investi un penny le jour de la naissance de Jésus, avec un intérêt composé de 5 %, la valeur de cet investissement équivaldrait en 1772 à 150 sphères de la taille de la Terre toutes d'or massif. Si ce penny avait été investi à un taux simple, il ne vaudrait que 7 shillings et des poussières. Marx était catégorique quant à l'impossibilité de l'intérêt composé à long terme. Mais les lois abstraites du mouvement du capital impliquent l'accumulation infinie et sans limites du capital. La possibilité que cette croissance composée atteigne des limites infranchissables n'était pas un problème visible du temps de Marx, qui estimait sans doute inimaginable que le capital survive aussi longtemps. La croissance exponentielle de l'offre monétaire et du crédit mondial depuis 1970 reflète la trajectoire sous-jacente de la croissance composée et les

problèmes cruciaux que ça pose pour la production, la distribution, la consommation et la réalisation de la valeur au sein des marchés mondiaux sous le règne du capital. Le capital connaît de vraies difficultés à trouver des opportunités d'investissement rentables pour les 80 000 milliards de dollars actuellement disponibles (dont une grande partie est bloquée dans des fonds d'investissement). Et quand il en trouve, il doit soumettre autant de main-d'œuvre que possible au plus haut niveau d'exploitation pour valider la création globale de la valeur d'échange dans les formes monétaires créées. Savoir où et comment le capital monétaire peut être investi de manière rentable est une question cruciale, d'autant plus qu'il n'y a qu'un seul type de capital qui peut s'accumuler sans limites, c'est le capital monétaire. Sans l'intervention d'un gouvernement mondial, ou du moins d'une forte coordination entre les différents gouvernements du monde, l'espoir d'utiliser l'énorme masse de capitaux d'investissement pour résoudre les deux problèmes-clés que sont la dégradation de l'environnement et les inégalités sociales est quasi nul.

Quand la masse monétaire du monde était limitée par l'or, elle ne pouvait s'accumuler indéfiniment. L'or existe en quantité finie, et l'essentiel a déjà été extrait. Mais l'étalon-or fut abandonné en 1971 et l'offre monétaire fut libérée de sa convertibilité en or. C'est alors qu'a démarré l'impressionnante croissance de l'offre monétaire, qui est devenue ce que décident les banques centrales, la Réserve fédérale des États-Unis en tête : le dollar est la monnaie de réserve mondiale et la plupart des transactions internationales passent par des contrats en dollars. Quand arrivent les difficultés économiques, la Réserve fédérale se contente d'imprimer de nouveaux billets, ce qui accroît la quantité de monnaie en circulation. Mais comment réagit alors la monnaie, et

comment peut-elle être investie de façon rentable ? Toutes sortes d'ajustements de l'économie mondiale ont cherché à répondre à ces questions. Il y a, par exemple, ce que Marx appelait un problème de réalisation : comment tout cet argent peut-il bien être réinvesti afin de trouver un marché où générer davantage de profit ? D'où viendra ce profit ? Et quel effet cela a-t-il sur les problèmes sociaux et environnementaux ? Si l'échec du modèle politico-économique dominant est flagrant, à l'heure où la contestation politique prolifère, trop peu de gens se demandent comment affronter les problèmes sous-jacents, à l'intérieur ou à l'extérieur des cadres existants, pour la gestion de l'économie capitaliste mondiale. Les monstrueux déséquilibres qui en résultent dans l'économie mondiale appellent des réajustements majeurs. Mais voici le revers de la médaille : le capital est trop gros, trop monstrueux, trop gigantesque pour survivre. Il ne peut pas survivre dans sa forme actuelle, sur sa trajectoire de croissance actuelle. D'un côté, nous ne pouvons pas nous en passer ; d'un autre côté, il suit un parcours suicidaire. Tel est le dilemme central.

Le système capitaliste renferme de nombreuses contradictions, dont certaines plus saillantes que d'autres. Les effarantes inégalités sociales et l'effondrement des conditions environnementales sont des priorités évidentes. Mais il y a aussi la contradiction du « trop gros pour faire faillite, trop monstrueux pour survivre ». Ni les inégalités sociales ni la dégradation de l'environnement ne peuvent être traitées si on ne prend pas en compte cette contradiction sous-jacente. Un programme socialiste et anticapitaliste devra avancer sur le fil du rasoir : il devra préserver ce qui rend service à la population mondiale et qui paraît trop fondamental pour faire faillite, alors même que le capitalisme devient trop monstrueux

pour survivre sans déclencher des conflits géopolitiques. Et ces conflits pourraient transformer en conflagration mondiale les innombrables petites guerres et luttes internes déjà en cours à travers la planète.

Tel est le cœur du problème. À l'époque de Marx, si le capitalisme s'était tout à coup écroulé, la plupart des gens dans le monde aurait quand même pu se nourrir et se reproduire. Les différentes zones de la planète, raisonnablement autosuffisantes, pouvaient satisfaire leurs propres besoins. Quoi qu'il advienne dans l'économie globale et sur les marchés mondiaux, il restait possible de nourrir sa famille. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas dans beaucoup de parties du monde. Aux États-Unis, dans la majeure partie de l'Europe, au Japon, et de plus en plus en Chine, en Inde, en Indonésie et en Amérique latine, une part croissante de la population dépend de la circulation du capital pour son alimentation. À l'époque de Marx, environ 10 % de la population mondiale était vulnérable aux perturbations de la circulation du capital, alors qu'ils étaient beaucoup plus nombreux à souffrir des famines, des sécheresses, des épidémies et autres phénomènes environnementaux. La crise du capitalisme européen en 1848 fut en partie le résultat de mauvaises récoltes, en partie l'effet d'un effondrement spéculatif lié au financement des chemins de fer. Depuis, le capital opérant sur le marché mondial a largement éliminé la perspective d'une famine due à des causes censément naturelles. S'il y a famine, les causes sous-jacentes (par opposition aux déclencheurs immédiats) sont toujours associées aux échecs du système sociopolitique de gouvernance et de distribution capitaliste. Une grande partie de la population mondiale dépend aujourd'hui de la circulation du capital pour garantir son approvisionnement alimentaire, pour accéder aux combustibles et à l'énergie

nécessaires au quotidien, et pour entretenir les structures de communication qui facilitent la coordination des exigences de production fondamentales.

Aujourd'hui, le capital est peut-être trop profondément impliqué dans la reproduction du quotidien pour échouer. Les conséquences économiques, l'impact et les coûts sociaux d'une rupture massive et prolongée dans la continuité de la circulation du capital seraient catastrophiques et potentiellement mortels pour une part significative de la population mondiale. Certes, les populations indigènes et paysannes des hauts plateaux andins pourraient très bien survivre, mais si le flux de capital s'interrompt pendant une période prolongée, alors jusqu'aux deux tiers de la population mondiale seraient en quelques semaines menacés de famine, privés de lumière et de carburant, immobilisés et dépourvus de presque toute capacité de reproduire efficacement leurs conditions d'existence. Nous ne pouvons plus nous permettre la moindre attaque durable contre la circulation du capital, même si les formes les plus monstrueuses d'accumulation sont soumises à une réglementation stricte. Le genre de fantasme que caressaient autrefois les révolutionnaires – anéantir le capitalisme du jour au lendemain et bâtir aussitôt sur ses cendres quelque chose de différent – est aujourd'hui impossible, à supposer même qu'il y ait eu un temps où un tel renversement aurait pu se produire. Il faut maintenir une forme de circulation des biens et donc du capital monétaire pour éviter que la plupart d'entre nous ne meurent de faim. En ce sens, on peut dire que le capital paraît à présent trop gros pour faire faillite. Comme le remarquait Marx, nous avons beau aspirer à faire notre propre histoire, cela ne peut jamais se faire dans des conditions choisies par nous-mêmes. La situation impose une politique consistant à préserver de nombreux flux et chaînes

existants, tout en les socialisant et les modifiant peu à peu pour satisfaire les besoins humains. Comme Marx le remarquait dans son commentaire sur la Commune de Paris :

Les travailleurs n'attendaient pas de miracles [...]. Ils savaient que pour réaliser leur émancipation et atteindre par cela cette forme supérieure vers laquelle tend la société moderne par toutes ses forces économiques, ils auraient à traverser de longues luttes et une série de phases historiques qui transformeraient les circonstances et les hommes. Ils n'avaient pas d'idéal à réaliser ; ils avaient à dégager les éléments d'un monde nouveau que porte dans ses flancs la vieille société en délabrement.

Il s'agit donc d'identifier les éléments latents dans notre société actuelle qui permettront une transition pacifique vers une alternative plus socialiste. La révolution est un long processus, non un événement.